

Accords fiscaux—Loi

Et puis, si on pense qu'à Québec ils vont perdre environ 500 millions de dollars en 1990-1991 à cause de cette simple mesure, ils vont perdre en cinq ans 1.4 milliard de dollars, encore une fois grâce à quoi? Grâce aux coupures imposées par le ministre des Finances et son gouvernement. Je n'écoute pas les députés conservateurs qui se fixent des buts pour défendre ces coupures. Ils essaient de penser d'une façon ou d'une autre que les Québécois vont ignorer qui impose ces coupures qui vont toucher tout le Québec, les services de santé dans la belle province.

Alors c'est à moi—même si je ne suis pas Québécois directement, éduqué au Québec mais pas Québécois—à dire aux contribuables du Québec que ce ne sont pas des forces étrangères qui imposent ces coupures, c'est vous autres, ce n'est pas un gouvernement qui vient de l'Ontario ou de l'Ouest, c'est un gouvernement avec 56 députés, monsieur le Président, c'était anciennement 57 députés mais un des députés a démissionné, donc c'est peut-être un peu moins efficace que dans le passé. Mais vous, Québécois, vous avez 56 députés dans le gouvernement, ils ont un caucus du Québec qui se réunit toutes les semaines pour parler des gestes du gouvernement, ils ont six ou sept ou huit ministres au sein du Cabinet supposés très puissants . . .

Une voix: Dix!

M. Cassidy: Un de mes collègues de l'autre côté de la Chambre m'informe qu'ils ont 10 députés, mais ce sont des ministres, monsieur le Président, qui font si peu de travail pour la défense des intérêts des Québécois que c'en est presque risible.

Par exemple, on peut se demander que fait le ministre d'État (Mines) (M. Layton) pour les gens de Montréal au Québec, que fait la ministre d'État (Jeunesse) (M^{me} Champagne) au sein du Cabinet. Effectivement rien! Comment se fait-il que le ministre des Transports (M. Mazankowski) soit capable effectivement de contredire continuellement les déclarations du ministre d'État (Petites entreprises) (M. Bissonnette) en ce qui touche les chantiers navals au Québec? Et sûrement c'est grâce au fait que les ministres du Québec dans le Cabinet du premier ministre ont si peu d'influence.

Comment se fait-il que le remaniement du Cabinet, qui était censé nous donner un vrai ministre fort du Québec, avec un portefeuille économique d'envergure, soit apparemment différé à jamais puisque le premier ministre veut conserver le siège du ministre de l'Expansion industrielle régionale pour un possible retour au Cabinet du député de York—Peel (M. Stevens) qui a été obligé de démissionner à cause d'un prêt sans intérêt qui a été accepté par sa femme d'une compagnie qui avait des affaires avec le ministère de son mari?

Alors ce sont des problèmes, ce sont de vrais problèmes, mais effectivement la vraie question à poser c'est comment se fait-il que les Québécois, avec 56 députés, aient si peu d'influence auprès de ce gouvernement et donc qu'ils sont obligés de souffrir cette perte de 500 millions de dollars, de souffrir des coupures en termes de services? Alors ce sont des questions que j'ai posées, monsieur le Président.

Je crois qu'il est temps de s'assurer ou bien ce gouvernement respecte ses promesses ou bien ce gouvernement déclare carrément et publiquement qu'aucune promesse «conservatrice» n'a aucune valeur.

Je remarque ici la présence de l'ancien ministre des Sciences et de la Technologie, monsieur le Président, et quand j'étais porte-parole sur ce sujet-là, j'ai pu lui poser des questions, comment se fait-il que le gouvernement oublie ses promesses concernant les dépenses sur la recherche au Canada? Effectivement, il n'avait aucune réponse sauf que les choses étaient différentes quand ils sont revenus au gouvernement.

● (1550)

Maintenant, peut-être que les choses sont différentes, mais je me demande si oui ou non le parti conservateur, dans l'Opposition avec une centaine de députés, avec tous les services de recherche dont dispose un parti de l'Opposition, avec tous les conseils qui sont disponibles pour un parti ayant l'accès au monde financier, aux universités . . . Et j'avais un de mes anciens professeurs, M. Charles McMillan de l'Université York, où ils avaient toutes sortes de ressources en termes de la rue Bay ou de la rue Saint-Jacques, des analystes du comité des investissements des grandes corporations . . . Ils avaient le *Fraser Institute*, l'Institut C.D. Howe, et ainsi de suite. Mais, avec toutes ces ressources, comment se fait-il que l'ancien gouvernement fédéral ait si bien gardé ses secrets que les conservateurs n'aient pas su du tout comment les choses iraient lorsqu'ils seraient au pouvoir, jusqu'à quel point les perspectives seraient changées lorsqu'ils viendraient au pouvoir?

Monsieur le Président, ou bien c'était qu'en faisant ces belles promesses les conservateurs ont conté des mensonges, fait des déclarations qui n'avaient aucune valeur et qu'ils étaient vraiment hypocrites en promettant de restaurer la formule de 1977 en ce qui touche la formule du financement pour les programmes établis, puisque c'est ce que nous discutons dans ce projet de loi C-96.

Monsieur le Président, j'imagine et je suis obligé de conclure, qu'il n'y a aucune véracité, aucune crédibilité, aucune fidélité dans les promesses que les conservateurs avaient l'intention de remplir, mais seulement si les promesses étaient utiles afin de leur donner du pouvoir.

Monsieur le Président, je conclus en disant que les gouvernements qui ne respectent pas leurs promesses minent la confiance dans la politique de toute la population. Je dis aux électeurs du Québec: Si vous manquez de confiance parce que les libéraux vous ont raconté des fables et que maintenant vous avez la même sorte d'histoires qui n'a pas de véracité venant du gouvernement, alors c'est comme ça que les anciens partis et les libéraux et les conservateurs traitent les électeurs. Ils vous traitent sans aucun respect.

Et franchement, monsieur le Président, je crois bien que les Canadiens et les Canadiennes ont le droit d'avoir des partis au pouvoir dans lesquels ils peuvent avoir plus de confiance. C'est peut-être pour cela que les Québécois nous ont donné 30 p. 100 d'appui et qu'ils nous ont mis en deuxième place lors des sondages au Québec. C'est parce que de plus en plus de Québécois sont «frêtes» envers les anciens partis, étant donné la façon dont ils ignorent leurs promesses électorales.